ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

5e CIRCONSCRIPTION DE LOIRE-ATLANTIQUE

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Pour construire, avec vous, une démocratie politique, économique et sociale,
Pour réaliser ensemble une cinquième RÉPUBLIQUE nouvelle, dans la Paix et la Liberté,

Bernard LAMBERT

Jeune Agriculteur
Candidat d'Action Sociale et Populaire

se présente à vos suffrages dans la circonscription de "CHATEAUBRIANT".

Qui suis-je ?

Fils de métayer, j'exploite, depuis sept ans, une ferme de 35 hectares, en commun avec mon frère. J'y ai vécu les difficultés des petits qui luttent pour gagner leur pain quotidien.

Les responsabilités que j'ai assumées dans les Mouvements de jeunesse, puis dans le syndicat agricole du département et sur le plan national, m'ont permis de découvrir les problèmes politiques. économiques et sociaux posés à notre région, à notre pays.

Pourquoi suis-je candidat ?

De nombreux amis, ouvriers, paysans, artisans ont insisté près de moi pour que je pose ma candidature. Après de sérieuses hésitations, j'ai accepté de me présenter à vos suffrages. **Le Docteur LE DOZE, Maire de St-Julien-de-Vouvantes, Conseiller Général,** a bien voulu s'associer à mon action politique et devenir mon suppléant

POUR UNE ORIENTATION POLITIQUE NOUVELLE, JEUNE, DYNAMIQUE.

Ce que nous refusons.

La FRANCE vient de traverser une crise qui l'a conduite au bord de la guerre civile. La quatrième Republique est morte. La cinquième vient de naitre. **Nous ne voulons pas rebâtir à neuf avec des matériaux usés.** Nous voulons construire une République nette, propre, d'où seront exclus les combines électorales, les promesses mensongères.

Nous refusons le monopole politique des puissances d'argent. Ceux qui produisent. ceux qui luttent pour gagner leur vie doivent être à même de choisir des représentants ayant vécu **les mêmes difficultés, les mêmes souffrances qu'eux.**

Ce que nous voulons.

Collaboration du parlementaire avec ses électeurs.

Le premier rôle du parlementaire est d'associer ses électeurs à la gestion du pays. Il doit devenir l'instrument à travers lequel les milieux populaires s'expriment. **Avant de prendre une décision, avant de proposer une loi, nous nous engageons à vous consulter.** Ainsi, ce n'est pas tous les cinq ans, c'est en permanence que vous apporterez votre concours actif à la construction de la maison "FRANCE".

Défense de nos libertés.

A la base de notre action, nous plaçons la défense de **toutes les libertés humaines** et, parmi elles, la liberté de presse, la liberté d'association, **la liberté de l'enseignement.** A notre époque de planification, **nous rejetons tout dirigisme bureaucratique** qui ne tiendrait pas compte de notre situation, de nos besoins.

Il ne s'agit pas de confondre **liberté** et **individualisme.** Nous voulons favoriser toutes les formes d'entr'aide, d'association, que ce soit à l'intérieur d'un même milieu ou, mieux encore, **entre les différentes classes sociales.**

La paix.

Depuis 1939, la France vit en état de guerre. Le gouvernement actuel a entrepris une action efficace et libérale, pour négocier, pour rétablir la paix en Algérie. Le prochain parlement, en collaboration avec les élus algériens, aura pour tâche d'appuyer, de compléter cette politique. Les élus doivent se souvenir d'une chose primordiale : **la souffrance, l'angoisse des familles françaises.** Ces familles attendent des mesures de protection envers leurs soldats. **Elles attendent aussi avec impatience la fin des hostilités.**

La situation économique.

La crise de récession gagne du terrain. Elle provoque déjà du chômage. Certains le souhaitent pour mieux affaiblir les revendications ouvrières.

Nous savons, nous, que le chômage engendre la misère générale, pour les ouvriers d'abord, mais aussi pour les artisans, commerçants et pour les agriculteurs dont les activités, les ventes diminuent. Pour assurer le plein emploi, l'avenir d'une jeunesse qui est

Sciences Po / fonds CEVIPOF

la plus nombreuse d'Europe, pour assurer la prospérité générale de la région, tous nos efforts porteront **sur le développement des sources d'énergie et sur la réalisation d'investissements de croissance.** L'apport du gaz de Lacq, la mise en œuvre d'une voie de communication SUISSE-OCEAN, l'implantation d'industries nouvelles sont autant d'objectifs qui peuvent améliorer le revenu de chacun.

Répartition des profits.

La justice passe avant les gros intérêts. **Nous ne voulons plus nous contenter des miettes.** Les bénéfices doivent aller en priorité vers ceux qui en ont besoin.

Les agriculteurs doivent obtenir le statut de l'exploitation familiale, qu'ils réclament depuis longtemps. Ce statut interdira, en particulier, la disparition des petites exploitations **au profit des plus riches, de ceux qui cumulent.** Nous exigerons, au nom des milieux agricoles, la stabilité des prix et le respect intégral des indexations.

Il faut, par ailleurs, relever par priorité les bas salaires.

Les agriculteurs, eux-mêmes, comprennent maintenant qu'il y va de leur intérêt. Seuls, ceux qui souffrent de revenus insuffisants augmenteront leur consommation alimentaire.

Une fiscalité claire, simple, facilement contrôlable, permettrait aux artisans et commerçants de multiplier leurs activités, sans subir le frein de contrôles et taxes abusives. En contre-partie, certains gros revenus pourraient être imposés bien davantage, sans dommage pour l'Economie Nationale.

Rôle de la France au-delà des frontières.

En 1959, nous entrerons dans le marché commun. Cette nouvelle perspective exigera une modernisation rapide des méthodes de production, tant dans le domaine rural qu'industriel. Les petits commerçants d'autre part, en commun avec les producteurs et consommateurs, devront être conseillés, aidés, pour améliorer les circuits de distribution. **Sinon, notre économie risque de sombrer devant la concurrence étrangère.**

Quatrième des Grands, la France est aussi première des petits pays. L'avenir de l'humanité se joue dans les pays "sous-développés". Depuis longtemps, mais surtout depuis quelques mois, nous montrons l'exemple d'un soutien désintéressé envers ces peuples dans nos territoires d'outre-mer. Allant plus loin, il nous faudra exiger la création **d'un véritable marché commun iniernational, même au prix de sacrifices pour chacun de nous.** Il serait scandaleux de vivre dans l'asphyxie économique de la surproduction, alors que 80 % de l'humanité souffre de la faim. **Donner de quoi manger, de quoi produire, vaut mieux que distribuer de la poudre, des balles, des bombes atomiques.**

L'Enseignement.

Le problème scolaire doit trouver une solution à condition de respecter un principe essentiel : **la liberté pour les familles de participer à la gestion de l'école.** Nous voulons par ailleurs un enseignement mieux adapté pour les jeunes du milieu rural en particulier. Trop souvent, l'éloignement, le trop grand nombre d'élèves à la charge d'un seul instituteur, désavantage les enfants de la campagne.

Nous pensons que l'enseignement supérieur gratuit doit être ouvert à tous, quel que soit leur milieu ou leur fortune.

Nous demandons le vote immédiat d'un statut sur la formation professionnelle agricole.

La Sécurité Sociale.

Il faut réaliser :

1° - Le relèvement des allocations familiales attendu depuis des années ;

2° - La mise en place **d'une assurance contre le chômage,** total ou partiel ;

3° - La parité entre le régime agricole et le régime général.

Rapidement, nous avons voulu évoquer ici notre manière d'envisager les solutions de quelques problèmes importants. Nous nous en remettons à votre jugement. Quel que soit le sort que vous réserverez à cette candidature, nous vous disons toute notre confiance dans l'avenir de notre région et de notre pays.



Le Candidat :

Bernard LAMBERT

Maître en Agriculture

Croix de la Valeur Militaire avec citation (Algérie)

Militant syndicaliste

Le Remplaçant éventuel :

Docteur Francis LE DOZE

Maire de St-Julien-de-Vouvantes

Conseiller Général

Croix de Guerre (1939-1945) avec palme



Sciences Po / fonds CEVIPOF